

## Débat Dominique Bourg-Alain Coulombel: pourquoi l'écologie n'en a pas fini avec la gauche

PAR FABIEN ESCALONA  
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 1 AOÛT 2019

Forts de récents succès électoraux, mais encore loin de l'hégémonie politique, comment les écologistes doivent-ils penser leur rapport à la gauche traditionnelle ? Échange entre Dominique Bourg, philosophe, tête de liste d'« Urgence écologie » aux élections européennes, et Alain Coulombel, secrétaire national adjoint d'Europe Écologie-Les Verts.

En France, les dirigeants d'Europe Écologie-Les Verts (EELV) sont clairs : ils ne souhaitent pas se mettre au service d'une union de la gauche (*lire notre reportage*). Confortés par leur score aux élections européennes, loin devant les insoumis et les socialistes, ils n'ont pas gardé que des bons souvenirs de leur participation à des exécutifs socialistes. En même temps, c'est dans cet espace politique que se situe majoritairement leur base électorale, et les perspectives de coopération les plus évidentes (*lire notre entretien avec Simon Persico*).

À l'heure où se multiplient les signes toujours plus alarmants du dérèglement climatique et de la crise de la biodiversité, comment les écologistes doivent-ils donc penser leur rapport à la gauche ? Sont-ils en mesure de lui imposer un « paradigme » qu'eux seuls porteraient avec authenticité ? Leur stratégie d'alliance doit-elle être plus autonome, à géométrie variable ? Mediapart a proposé à Alain Coulombel, secrétaire national adjoint d'EELV et auteur de *Nouveaux Défis pour l'écologie politique* (Utopia, 2019), d'en discuter avec Dominique Bourg, philosophe, tête de liste d'« Urgence écologie » aux dernières élections européennes, et auteur de nombreux ouvrages.

**Historiquement, la gauche issue du mouvement ouvrier s'est construite dans un rapport critique au capitalisme. Puisque la logique de ce système conduit à un accroissement permanent de marchandises, pensez-vous que l'écologie politique doit être anticapitaliste ?**



Dominique Bourg. © DR

**Dominique Bourg :** Le capitalisme présuppose un monde ouvert, aux ressources et aux capacités de charge infinies, si bien qu'il entre en contradiction avec l'écologisation de la société. En effet, il n'y a pas d'écologisation de la société sans diminution, puis stabilisation, des flux d'énergie et de matières entrants, conformément au double référentiel des limites planétaires et de l'empreinte écologique. Pour stabiliser ces flux, il a par exemple été pensé à des quotas de ressources diverses, ou une monnaie assise physiquement sur le carbone émissible (ou tout autre référentiel fini).

Je ne vois donc guère comment cela pourrait à terme être compatible avec une croissance ouverte, indéfinie du capital. Mais c'est une conséquence et non un objectif en soi. D'autant que la seule critique du capitalisme est un peu courte. Une certaine gauche, d'inspiration marxiste, visait aussi l'infini de la production de richesses, afin de neutraliser la rareté et ses conséquences en termes de division du travail social.

**Alain Coulombel :** Bien entendu, la logique d'accumulation infinie du capital est totalement contraire à la société écologique que nous souhaitons promouvoir et à la prise de conscience des limites sur lesquelles bute notre mode de production. Être anticapitaliste aujourd'hui, c'est s'attaquer à un modèle de développement mortifère qui repose sur l'exploitation du vivant humain et non humain, sur la domination du court-termisme et de l'urgence,

sur l'extension sans limites de la sphère marchande, sur l'apologie du changement et de la vitesse de réaction, la « gouvernementalité » par les chiffres et les indicateurs de performance, ou la mise en pilotage automatique des affaires humaines au travers de l'intelligence artificielle et le numérique...

Beaucoup d'écologistes aujourd'hui préfèrent se revendiquer de la critique du productivisme et du consumérisme plutôt que de la critique du capitalisme, arguant que les régimes communistes ou socialistes portent également une part de responsabilité dans la crise écologique contemporaine. Ce n'est pas faux. Pour autant, l'analyse du capitalisme, en termes de rapports sociaux de production, de lutte des classes (et la violence de classe existe toujours !), en termes aussi de fétichisme de la marchandise, constitue à mes yeux une grille explicative utile à notre compréhension du moment présent. Nous y ajoutons, en tant qu'écologistes, la conscience de la fragilité des écosystèmes, le respect de l'animal, du vivant, la sauvegarde de la biodiversité, la préservation de la nature et une réflexion de fond sur la société de consommation et du spectacle.

**L'idée de poser des limites au développement économique et technologique peut se traduire par des positions conservatrices, dont plusieurs revues intellectuelles ancrées très à droite sont aujourd'hui les vecteurs. Dans son dernier livre chroniqué par Mediapart, Serge Audier appelle donc à ne pas se satisfaire du paradigme écologiste, mais à l'articuler aux idéologies de la modernité qui l'ont précédé (libéralisme, socialisme, républicanisme). Êtes-vous d'accord avec une telle approche ?**

**Dominique Bourg :** Le travail de Serge Audier est à mes yeux fondamental. Sur ce plan toutefois je ne pose pas exactement le problème dans les mêmes termes. Partons de la division droite/gauche, essentielle au jeu démocratique de l'alternance. Traditionnellement, elle renvoie à deux oppositions. La première concerne les conditions optimales, si ce n'est maximales, de production de la richesse. La gauche opposait la rationalisation de la production à la libération droitrière de l'initiative privée et individuelle. La seconde

opposition concernait les critères les plus justes de distribution de la richesse produite. Selon la gauche, il convenait d'adopter le critère de l'égalité, alors que la droite lui opposait l'équité et la proportionnalité.

Or, dans la situation dramatique où nous nous trouvons, ces deux oppositions deviennent caduques. Notre problème n'est plus du tout de maximiser la production de richesses matérielles, mais au contraire de la diminuer très fortement – tout du moins dans les anciens pays industriels, et plus largement pour la part des populations mondiales qui connaissent un standard occidental. Pour les autres, le problème est d'accéder à la satisfaction des besoins sociaux sans pour autant dériver vers un mode de vie occidental, lequel reste toutefois un modèle quasi universel.

La seconde opposition n'est plus guère d'actualité non plus, en ce sens qu'il ne saurait y avoir d'écologisation de la société sans une réduction forte des inégalités sociales, lesquelles sont *ipso facto* des inégalités en termes d'accès aux ressources naturelles. Des écarts de revenus importants ont en premier lieu pour conséquence de tirer le niveau de consommation général vers les niveaux les plus élevés, par effet d'imitation. Des écarts de revenus importants permettent par ailleurs de soustraire les revenus élevés à toutes les restrictions et rendent inacceptable le recours aux incitations ou dissuasions pécuniaires pour le grand nombre.

**Alain Coulombel :** Personnellement, je suis toujours un peu réservé avec l'emploi du terme de « paradigme écologiste ». Que recouvre-t-il exactement ? Une nouvelle grille de lecture et une nouvelle manière de penser le monde, voire une conception nouvelle de l'être et du sens ? J'y verrais comme le nom d'une nouvelle attitude où tout ce qui faisait sens, hier, est bouleversé : notre rapport à la nature, au vivant humain et non humain, au continuum nature-technique, au politique, etc.

Mais parce que nous sommes dans une époque de transition, se dire écologiste aujourd'hui conduit à puiser dans des grilles d'analyse différentes et expérimenter de nouveaux agencements, de nouvelles configurations de sens qui empruntent, dans l'histoire

récente ou passée, les valeurs dont nous avons besoin pour résister. Comme Olivier Abel, je pense que « nous devons changer de rêve ou retrouver en nous la bifurcation à partir de laquelle il a viré au cauchemar ». Et pour cela, inventer une politique de la Terre qui ne se limite pas à un « Green New Deal » planétaire. Nous redéployer, à l'extérieur et à l'intérieur de nos organisations, en croisant les perspectives plutôt que de les opposer.

**Dominique Bourg :** Selon moi, une société écologisée est nécessairement une société attentive aux communs qui sous-tendent l'habitabilité de la Terre (climat, biodiversité, qualité de l'eau, des sols, etc.). C'est encore une société au sein de laquelle la chose publique, et plus précisément le capital public, demeurent importants ; c'est le pendant du souci apporté aux communs.

Ainsi comprise, l'écologisation de la société recouvre des valeurs et des orientations qui étaient celles de la gauche traditionnelle, mais s'appuie aussi sur des valeurs antérieures comme le désir de justice ou la valorisation de la sobriété. Comment à partir de ce socle commun recréer des polarités nouvelles, une reconstruction de l'opposition gauche/droite ? Je laisse la question ouverte.

**« S'associer à des forces dont l'écologie est superficielle n'a aucun intérêt »**

**Alain Coulombel, vous venez d'exprimer une certaine réserve par rapport au « Green New Deal ». Mediapart a raconté la bataille menée sur ce front par Alexandria Ocasio-Cortez aux États-Unis, et reçu Alain Grandjean qui en défend une version européenne. Quelles limites trouvez-vous à cette initiative ? Dominique Bourg, qu'en pensez-vous de votre côté ?**



Alain Coulombel. © DR

**Alain Coulombel :** Je ne méconnaissais pas la nécessité d'engager des investissements importants dans les secteurs de l'énergie, du bâtiment, des transports ou de l'agriculture, si nous voulons répondre à l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050. Nous proposons d'ailleurs pour les élections européennes un plan d'investissement de 100 milliards d'euros et de sortir les investissements écologiques de la règle européenne limitant à 3 % l'endettement budgétaire des États membres.

Pour autant, une approche de type keynésienne de la politique économique ne saurait suffire, d'autant que nous défendons l'idée d'une société post-croissance, fondée sur la sobriété, la simplicité, la justice sociale. On peut tout à fait concevoir des investissements « verts » à l'intérieur d'un modèle qui continuerait à produire des inégalités, du *burn out*, des travailleurs pauvres et des précaires. Il faut aussi poser la question de la place du néo-management et de l'entreprise dans nos sociétés.

**Dominique Bourg :** Le contexte américain est très différent du contexte européen. Parler de décroissance dans ce pays est inimaginable. Il en va tout autrement en Europe. Il est très difficile de parler de modes de vie aux États-Unis, alors que l'idée que nous devons changer nos modes de vie est largement admise, en tout cas sur le plan des idées, en Europe. Dès lors, l'approche nord-américaine de l'écologisation de la société a tendance à être quasi exclusivement technocratique.

Ce n'est pas aussi caricatural de ce côté-ci de l'Atlantique. Qu'il faille des investissements lourds ne pose pas de problème, mais on n'ignore pas non plus qu'il ne suffit pas d'aligner les milliards pour écologiser la société. C'est aussi une question de modes de vie, de valeur, de sensibilité à la nature et au vivant, même de spiritualités, et non exclusivement d'éoliennes. Et bien évidemment, c'est aussi une question de justice et d'écologie sociales.

**Hors cas exceptionnels, l'écologie politique ne peut prétendre à gouverner qu'avec des alliés. Quels critères vous semblent les plus pertinents pour déterminer lesquels sont acceptables, étant entendu que la gauche classique a maintes fois fait la preuve de son *ethos* productiviste ?**

**Dominique Bourg :** Compte tenu de la différence entre l'écologie politique telle que je l'ai définie et les forces politiques qui continuent à adhérer à l'ancien référentiel, l'appoint de l'écologie politique minoritaire aux forces de gauche traditionnelles dominantes n'est d'aucune efficacité écologique. En revanche, une écologie politique forte, électoralement parlant, peut s'associer à des forces de gauche traditionnelles plus faibles, manifestant une sensibilité écologique.

Nous sommes, rappelons-le, dans une situation d'urgence écologique absolue. Dès lors, selon moi, s'associer à des forces dont l'écologie est toute superficielle n'a aucun intérêt. Écologiquement parlant, le bilan de la gauche plurielle ou de Hollande est quasi nul. Or, l'époque a changé. Le *timing* est désormais serré. Soit donc on s'associe pour avancer et afin que l'écologie soit aux commandes ; soit on se garde de perdre une crédibilité précieuse pour l'alternance suivante, en tablant d'ici-là sur la pression de la société civile.

**Alain Coulombel :** Nous sommes à un tournant dans l'histoire politique de notre pays. La division « droite/gauche », qui a longtemps structuré le débat politique en France, semble pour certains devenue obsolète. Je ne partage pas cette conviction, dans la mesure où l'imaginaire de gauche reste encore très actif pour une partie de la population. Par ailleurs, sous la pression de

la situation, une partie de la gauche politique et sociale est en train de « s'écologiser ». Faudrait-il que nous le regrettions ? Et que nous poussions notre avantage électoral du moment jusqu'à ignorer ce mouvement de fond ?

Notre responsabilité est double : faire converger l'imaginaire écologiste et l'imaginaire de gauche, et proposer un avenir désirable à la génération climat qui demande des décisions politiques radicales face à l'urgence climatique et sociale. Ce chantier est immense. D'un côté, nous sommes confrontés à une situation planétaire catastrophique, qui réclame des décisions immédiates, s'attaquant aux causes logées dans un système économique prédateur. De l'autre côté, nous héritons d'un paysage politique fragmenté, divisé en multiples « chapelles » et en histoires politiques différentes.

EELV doit chercher à co-construire avec les forces politiques, syndicales citoyennes, qui se réclament d'une écologie de transformation, de l'autonomie et de l'émancipation, de la lutte pour les communs, du féminisme, de la justice sociale, du combat contre le réchauffement climatique.

**« Il faut bâtir un rassemblement avec, plutôt qu'autour d'EELV »**

**Dans le cas français, justement, ne craignez-vous pas une forme d'*hubris* de la part d'EELV, même fédéré à d'autres partis écologistes plus modestes ? L'organisation a-t-elle les ressources, la base sociale nécessaire, pour prétendre reconfigurer le terrain politique à son profit ?**

**Alain Coulombel :** Il ne s'agit pas de reconfigurer l'espace politique autour ou au profit d'EELV. Celles et ceux qui pensent cela possible se trompent, comme à une certaine époque La France insoumise s'est égarée en pensant qu'elle allait pouvoir rassembler autour d'elle l'ensemble des forces de gauche. Nous devons éviter toute attitude hégémonique. Certes, les trois millions de personnes qui ont voté pour la liste conduite par EELV aux élections européennes attendent que nous portions, sans concession, un projet

écologiste de transformation. Pour autant, nous ont-elles donné mandat d'ignorer l'existant ? Je ne le crois pas.

L'enjeu est plutôt de créer des passerelles, un espace commun, « archipelagique » diront certains, qui nous permette d'avancer vers une alternative aux deux forces dominantes du moment : l'extrême droite fascisante et les libéraux ou sociaux-libéraux qui, partout en Europe, continuent leur lent travail de sape et de décohésion sociale. À partir du diagnostic partagé que nous faisons – et il nous reste à cet égard à travailler ensemble sur les profondes mutations du capitalisme depuis la fin des Trente Glorieuses –, soyons capables de produire du commun autour de la matrice écologiste que nous défendons.

**Dominique Bourg :** Dans le champ politico-électoral, il semble pour l'heure impossible de constituer une majorité d'adhésion, mais seulement une majorité de repoussoir comme l'ont réussi Macron ou Hollande avant lui. Le Rassemblement national (RN) dispose de la base sociale la plus solide et la plus large, mais c'est aussi lui qui suscite dans le même temps le rejet le plus fort.

S'ils savent s'unir et fédérer autour d'eux et autour d'un programme d'écologie sociale, je ne vois pas pourquoi les membres d'EELV ne pourraient pas devenir le pivot d'une nouvelle majorité, même s'ils n'ont pas encore les cadres requis, ni la capacité programmatique. C'est l'enjeu des prochaines années, d'autant que la chronique des aléas climatiques et écologiques ne peut que s'intensifier. S'ils y parviennent, ils attireront à eux ceux qui, sans grande sensibilité écologique, rejettent le RN.

**Alain Coulombel :** Mon approche est un peu différente de celle de Dominique Bourg. Bien sûr qu'il nous faut chercher à fédérer toutes les forces disponibles autour d'un projet d'écologie sociale et populaire. Mais je ne suis pas convaincu que cela puisse se faire autour d'EELV comme pivot de la recomposition politique. Je serais plutôt enclin à penser qu'il faut bâtir *avec* EELV comme composante

essentielle, mais pas *autour*. Cette nuance est importante si nous ne voulons pas donner le sentiment de camper dans une attitude hégémonique.

**Dominique Bourg :** Je n'ai aucune peine sur ce point à infléchir mon propos et à suivre Alain Coulombel.

**À l'heure de l'effondrement annoncé, cela a-t-il encore un sens de s'investir dans le jeu des institutions politiques existantes ? L'urgence ne commande-t-elle pas de déplacer la priorité sur l'action extraparlamentaire, la désobéissance civile, comme le suggère Corinne Morel-Darleux (ici chez nos confrères de Ballast, là en vidéo sur Mediapart) ?**

**Alain Coulombel :** Je ne crois pas que l'on puisse aujourd'hui poser la question de l'action politique en clivant de cette manière. Bien sûr que l'urgence nous impose d'agir vite comme de transformer radicalement nos modes de production et de consommation. Bien sûr que tout va trop lentement et que les pouvoirs publics, les institutions internationales, les acteurs économiques ne sont pas à la hauteur de l'effondrement annoncé.

Ce qui d'ailleurs devrait nous interroger sur les raisons qui empêchent l'humanité de conduire sa mutation. Est-ce le poids des habitudes et des structures ? L'emprise du capitalisme et de ses différents dispositifs technico-économiques ? Ou pour reprendre les termes de Jean-Pierre Dupuy, le fait que « nous ne croyons pas ce que nous savons », comme si l'effondrement n'était pas crédible à nos yeux trop humains ?

À EELV nous avons une formule pour résumer notre conception de l'agir politique : « un pied dedans un pied dehors ». Elle souligne l'importance que nous accordons à la fois au rôle des institutions et à la nécessité d'être aux côtés des luttes de terrain, des associations qui se bagarrent contre tel ou tel projet insensé ou aujourd'hui des mouvements de désobéissance civile.

**Dominique Bourg :** Je crains qu'il y ait maldonne sur cette question de l'effondrement. Il est en cours. Le fait que les États ne s'occupent plus des populations

en général, mais seulement des plus riches et du commerce international, en est une manifestation ; comme le fait que le populisme gagne du terrain quasiment partout. La dynamique d'effondrement va se poursuivre crescendo mais, comme du temps du dépérissement de l'Empire romain, sans que le politique ne disparaisse pour autant. Cette dynamique, espérons-le, finira par rendre possible une rupture politique qui à son tour favorisera la diffusion, le changement d'échelle, d'expériences pour l'heure marginales de modes de vie et de subsistance écologiquement légers.

Dresser ce constat, s'enquérir d'alternatives institutionnelles, n'implique nullement de se désintéresser de la désobéissance civile ou des initiatives extraparlimentaires. Il faut au contraire faire feu de tout bois. Soutenir la désobéissance civile dans des sociétés où l'ordre légal soutient les investissements carbonés est un impératif moral. Il n'est pas moins important de soutenir les actions

juridiques intentées en France et de par le monde contre l'incurie climatique des États. Dans son livre *Terres de sang*, l'historien Timothy Snyder estime que l'ordre juridique allemand a résisté suffisamment pour interdire aux nazis d'appliquer en Allemagne leur programme, contrairement à ce qu'ils ont pu faire sur les territoires dévastés à l'Est.

### Boîte noire

Cet entretien est le deuxième d'une série intitulée « les gauches en débat » : les européennes ont relancé les débats sur l'avenir de la gauche, des gauches, et de l'écologie. Dispersées, elles échouent. Mais ensemble, elles ne sont ni homogènes ni forcément cohérentes. Quels sont les clivages de fond et quelles sont les postures ? Comment renouer avec les classes populaires ? Que reste-t-il de la social-démocratie ? L'écologie a-t-elle tout changé ? Voici quelques-unes des discussions à découvrir cet été, sous la forme d'entretiens croisés entre deux acteurs politiques.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.